

## Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Vie associative et Maisons pour Tous**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Soune SERRE, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absents :**

Bruno PATERNOT.

## **Aménagement du café des familles à la maison pour tous Léo Lagrange - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Il est souhaité d'aménager les anciens locaux des restos du cœur à la Maison Pour Tous Léo Lagrange, en rez-de-chaussée, pour en faire un « café des familles », lieu de rencontre des familles accompagnées des enfants. Le programme comprend :

- Le « café des familles »,
- Un espace enfant,
- Une salle informatique,
- Deux salles d'activités.

Pour mener à bien ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Le montant total estimé des travaux s'élève à 220 000 € TTC.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la réalisation de ces travaux ;
- d'approuver le lancement des consultations nécessaires à la réalisation de ces travaux ;

- de dire que les dépenses seront inscrites au budget 2020 de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser la sollicitation de subventions ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 6 août 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 août 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200730-134964-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/08/20  
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.